

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Par-dessus le marché!

Réflexions critiques
sur le capitalisme

a: *écosociété*

Extrait de la publication

PAR-DESSUS LE MARCHÉ !

Réflexions critiques sur le capitalisme

Sous la direction de
Francis Dupuis-Déri



LES ÉDITIONS
écosociété
MONTREAL

Coordination de la production: Barbara Caretta-Debays
Maquette de couverture: Christian Bélanger
Photographie: Aurélie Calzia
Typographie et mise en pages: Yolande Martel

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés; toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

© Éditions Écosociété, 2012

ISBN 978-2-923165-86-8

Dépôt légal: 2^e trimestre 2012

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5

À la demande des auteurEs de ce livre, toutes les redevances seront versées à la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC).

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre:

Par-dessus le marché!: réflexions critiques sur le capitalisme

(Actuels)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-923165-86-8

1. Capitalisme. 2. Économie de marché. I. Dupuis-Déri, Francis, 1966- .
II. Collection: Actuels (Éditions Écosociété).

HB501.P37 2012

330.12'2

C2012-940622-8

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC), et la SODEC pour son soutien financier.

Table des matières

Introduction7

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

PREMIÈRE PARTIE

L'économie de marché en question

Le mouvement Occupy et la question des inégalités :
ce que le slogan « Nous sommes les 99 % » dit
et ne dit pas.15

MARCOS ANCELOVICI

Financiarisation, crédit et théorie critique
du capitalisme avancé.49

ÉRIC PINEAULT

Karl Polanyi, historien des mondes possibles90

MARTIN PETITCLERC

DEUXIÈME PARTIE

L'État et les autres systèmes d'exploitation

Réflexions anarchistes sur l'exploitation par
le capitalisme et par l'État113

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

L'État, rouage de notre exploitation: le cas russe151

DAVID MANDEL

Regards féministes matérialistes sur la pensée de Marx: théoriser ce qui gagne à rester invisible	186
MÉLISSA BLAIS ET ISABELLE COURCY	

TROISIÈME PARTIE

Capitalisme et culture

Comprendre et repenser le capitalisme par la culture : l'œuvre de Raymond Williams	225
ANOUK BÉLANGER	

Petites mythologies poétiques de l'égalité : systèmes de valeurs et place du poète sur la scène du slam montréalais.	242
LUC BONENFANT	

Introduction

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

CET OUVRAGE REGROUPE des textes présentés une première fois lors d'un colloque intitulé «Capitalisme/anticapitalisme», qui s'est tenu à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) quelques jours avant la manifestation du 1^{er} mai 2010. C'est en apprenant la refondation de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) en janvier 2010 qu'a surgi l'idée d'organiser ce colloque pour participer aux efforts de mobilisation contre le Sommet du G20, à Toronto en juin 2010. L'occasion était belle également de réunir des collègues rencontrés lors de la grève du Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ), qui aura duré sept semaines pendant l'hiver 2009. Lors du colloque, une douzaine de professeurEs de l'UQAM ont présenté des communications devant une assistance d'une centaine de personnes, surtout des militantes et militants des mouvements étudiant et anticapitaliste.

Le contexte semblait d'autant plus propice à une réflexion au sujet du capitalisme et de l'exploitation que la crise financière de 2008 n'en finissait pas de faire des vagues. Nous avons alors assisté au plus grand cambriolage de l'histoire de l'humanité, le gouvernement des États-Unis

empruntant 700 milliards de dollars pour les verser aux firmes privées qui étaient au bord de la faillite dans la foulée de la crise qu'elles avaient provoquée. Dans plusieurs pays d'Occident, les foules exprimaient avec colère et parfois avec violence leur indignation face aux élites politiques qui leur imposent des « politiques d'austérité » pour gérer des crises financières provoquées par les mauvaises décisions de politiciens et d'économistes. En Islande, les élites politiques ont plutôt opté pour élargir les protections sociales, au risque de sacrifier des banques privées. Mais il s'agit d'un cas d'exception. En Grèce, la classe politique d'un pays au bord de la faillite a finalement accepté le plan de « redressement » imposé par ses partenaires européens, malgré les mouvements de protestation souvent tumultueux des syndicats et des anarchistes « insurrectionnalistes ». Plus calmement, mais avec un succès médiatique étonnant, le mouvement des « Indignés », fondé à Madrid au printemps 2011, a planté ses campements dans les centres de dizaines de villes en Occident, dont à New York sous le slogan « Occupy Wall Street ».

Cette turbulence économique et politique a inspiré depuis quelques mois la publication de très nombreux livres qui proposent des réflexions critiques. Ainsi, plusieurs livres parus récemment traitent de la dette, de son histoire et de ses effets. La sociologue Marie-Pierre Boucher vient de diriger un ouvrage collectif sur le droit de propriété¹. Des anarchistes se sont regroupés dans un autre ouvrage collectif qui offre des analyses sur l'économie du point de vue de

1. Marie-Pierre Boucher (dir.), *La propriété et ses multiples*, coll. « Société », Québec, Nota Bene, 2011. Voir aussi la réédition du livre de Louis Gill, *La crise financière et monétaire mondiale. Endettement, spéculation, austérité*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012.

l'anarchisme². Des livres font la promotion de la « décroissance » économique³. Au sein de l'université, des étudiants complètent des mémoires de maîtrise qui traitent de systèmes économiques alternatifs, comme l'économie participative de Michael Albert et Robin Hanel⁴.

Nous ne sommes donc pas les seuls à sentir que le contexte actuel appelle à une réflexion approfondie sur la situation économique, d'où cet ouvrage collectif regroupant des textes de communications présentées lors du colloque en 2010 et d'autres textes sollicités auprès de collègues n'ayant pu participer au colloque. Si notre projet s'inscrit dans ce mouvement collectif de réflexion critique, il offre une discussion plus ouverte, c'est-à-dire qu'il cherche à saisir la question du capitalisme et de l'exploitation à partir de différentes perspectives critiques.

La discussion s'ouvre sur le mouvement Occupy, dont un campement militant fut établi au centre-ville de Montréal à l'automne 2011 et qui s'inscrivait dans la mouvance des « Indignés » lancée à Madrid au printemps précédent. Le sociologue Marcos Ancelovici, qui a étudié cette mobilisation de près, y voit l'occasion de réfléchir à l'oubli de la notion de « classe sociale » dans la critique contemporaine du capitalisme. Il en profite pour brosser un portrait des inégalités économiques aux États-Unis et au Canada. Éric Pineault offre ensuite une analyse théorique et sociologique

-
2. Deric Shannon, Anthony J. Nocella II, John Asimakopoulos (dir.), *The Accumulation of Freedom: Writings on Anarchist Economics*, Édimbourg/Oakland, AK Press, 2012.
 3. Yves-Marie Abraham, Louis Marion, Hervé Philippe (dir.), *Décroissance versus développement durable: débats pour la suite du monde*, Montréal, Écosociété, 2011.
 4. Voir le mémoire de Pascal Lebrun déposé en 2012 au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

du capitalisme financier et de l'endettement massifié. Martin Petitclerc rappelle les thèses que Karl Polanyi a développées pour expliquer l'émergence et la consolidation du capitalisme au XIX^e siècle, ce qui permet de comprendre la réalité d'aujourd'hui dans une perspective historique et de mieux saisir la dynamique des rapports de force dans la constitution d'une économie de marché.

Outre le capitalisme lui-même, il semblait aussi important de réfléchir aux formes d'exploitation qui ne s'inscrivent pas strictement dans ce système. Les textes regroupés dans la seconde partie proposent précisément d'élargir le débat. Dans mon chapitre, je rappelle les critiques des anarchistes contre le capitalisme, tout en cherchant à développer une réflexion sur le rôle économique de l'État. Ainsi, je suggère que l'étatisme est un système en soi et pour soi par lequel la classe gouvernante domine et exploite la classe gouvernée. Le politologue David Mandel, spécialiste de l'URSS et de la Russie post-soviétique, explique comment l'élite politique et les oligarques russes luttent pour le contrôle des ressources économiques et la richesse du pays. Enfin, Mélissa Blais et Isabelle Courcy mettent en débat Karl Marx et la sociologue Christine Delphy, pour qui la notion d'exploitation doit inclure le travail non payé que les femmes exécutent pour les hommes dans le cadre l'économie domestique.

La troisième et dernière partie est consacrée aux liens entre l'économie capitaliste et la culture. La sociologue Anouk Bélanger explore les thèses du néomarxiste Raymond Williams relatives à la dynamique complexe entre le capitalisme, la démocratie et la culture. Enfin, Luc Bonenfant, professeur en études littéraires, discute de la difficulté de critiquer la logique capitaliste sans la reproduire, en prenant

l'exemple du slam, cette poésie récitée sur scène par des artistes qui tiennent souvent des propos contestataires.

Ces discussions s'inscrivent toutes, à leur façon, dans une réflexion critique au sujet du capitalisme, de l'exploitation et des rapports de production du monde matériel et symbolique. Comme le laissent entrevoir ces interventions, l'histoire n'est pas finie et les systèmes de domination actuels ne peuvent pas être éternels. Ils sont nécessairement le résultat de rapports de force complexes et parfois de tensions entre des élites en concurrence. Au fil des ans, l'écart entre les riches et les pauvres se creuse, à la fois au sein des pays et entre les pays. La lutte des classes et la guerre économique sont des réalités matérielles et symboliques. Même si la contestation n'est pas toujours à la hauteur de nos attentes, de nos espoirs et de nos désirs, elle demeure nécessaire. À sa manière et modestement, cet ouvrage a pour ambition d'y participer. Enfin, assumant un engagement critique, les collaboratrices et collaborateurs de cet ouvrage ont décidé de verser les droits perçus pour ce livre à la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC).

PREMIÈRE PARTIE

L'économie de marché en question

Le mouvement Occupy et la question des inégalités : ce que le slogan « Nous sommes les 99 % » dit et ne dit pas

MARCOS ANCELOVICI¹

Ils sont le 1 %.

Ils sont les banques, l'industrie immobilière, l'industrie des assurances. Ils sont les gens importants. Lorsqu'ils ont besoin d'aide, ils sont rescapés par le gouvernement et sont encensés en tant que créateurs d'emplois. Lorsque nous avons besoin d'aide, nous n'obtenons rien et sommes accusés de nous croire tout permis. Nous vivons dans une société faite pour eux plutôt que pour nous. C'est leur monde, pas le nôtre. Si nous avons vraiment de la chance, ils nous laisseront travailler en son sein pour autant que nous ne remettons pas en question leur générosité.

Nous sommes les 99 %.

Nous sommes tous les autres et nous ne resterons plus silencieux. Il est temps que le 1 % nous connaisse un peu mieux. Le 17 septembre 2011, les 99 % convergeront sur Wall Street pour faire comprendre au 1 % à quel point ils sont frustrés de vivre dans un monde fait pour quelqu'un d'autre.

– We Are the 99 Percent²

-
1. Professeur adjoint au département de sociologie de l'Université McGill.
 2. Notre traduction. Version originale anglaise: «They are the 1 percent. They are the banks, the mortgage industry, the insurance industry. They are the important ones. They need help and get bailed out and are praised as job creators. We need help and get nothing and are called entitled. We live in a society made for them, not for

2011 AURA ÉTÉ SANS CONTREDIT l'année de toutes les contestations, du « printemps arabe » à l'automne américain et sa vague d'occupations, en passant par les émeutes grecques, les « Indignés » d'Espagne et d'Israël et le mouvement étudiant chilien incarné par Camila Vallejo, nouvelle effigie de la gauche latinoaméricaine. Au-delà de leurs particularités nationales, ces mobilisations partagent un même désir de contourner les partis politiques et les grandes centrales syndicales ainsi que d'occuper l'espace public de façon non violente pour faire valoir leur exaspération. Elles revendiquent souvent une « démocratie réelle », pour reprendre le nom de la coalition à l'origine des mobilisations espagnoles³, et dénoncent la mainmise des banques et de la finance sur la politique⁴. En Espagne d'abord, puis ensuite en Grèce, à Tel-Aviv, à New York et, à partir du 15 octobre 2011, dans plus de 1 000 villes dans le monde⁵, ces mobili-

us. It's their world, not ours. If we're lucky, they'll let us work in it so long as we don't question the extent of their charity.

We are the 99 percent. We are everyone else. And we will no longer be silent. It's time the 1 percent got to know us a little better. On Sept. 17, 2011, the 99 percent will converge on Wall Street to let the 1 percent know just how frustrated they are with living in a world made for someone else.» Voir <<http://wearthe99percent.tumblr.com/Introduction>>.

3. Voir le site de ¡Democracia Real Ya!: <www.democraciarealya.es/>.
4. Cette revendication et cette dénonciation étaient principalement l'apanage des mobilisations occidentales; le « printemps arabe », quant à lui, incarnait avant tout un rejet de régimes dictatoriaux corrompus tandis que le mouvement étudiant chilien se concentrait sur la marchandisation de l'éducation et l'endettement des ménages et que les indignés israéliens visaient le coût de la vie et le déclin de la classe moyenne.
5. Pour une liste non exhaustive (par exemple, Occupons Québec n'est pas mentionné), voir <http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_Occupy_movement_protest_locations>.

sations ont pris la forme d'occupations de places publiques transformées pour l'occasion en véritables villages urbains autogérés et fonctionnant sur la base d'assemblées délibératives. Bien que de taille réduite, l'occupation du parc Zuccotti, à quelques rues de la Bourse de Wall Street, à partir du 17 septembre 2011, était la plus symbolique puisqu'elle se déroulait dans l'« antre même de la bête ».

Parmi les nombreux slogans qui ont été proclamés durant la vague d'occupations de l'automne 2011 aux États-Unis, « Nous sommes les 99 % » (« *We Are the 99 Percent* ») et son compagnon « Occupons Wall Street » (« *Occupy Wall Street* » ou une autre ville au choix) sont ceux qui auront le plus marqué les esprits et fait recette auprès des médias. Ces deux slogans ont contribué à redéfinir les termes du débat public et à placer la question des inégalités sociales au cœur, notamment, de la campagne des présidentielles américaines de novembre 2012.

Le slogan « Nous sommes les 99 % » est particulièrement évocateur à cet égard puisqu'il montre directement du doigt le 1 % le plus riche de la population, c'est-à-dire la catégorie statistique qui non seulement est en grande partie à l'origine de la crise financière mondiale, mais qui a aussi vu ses revenus augmenter significativement depuis les années 1980. En prétendant incarner la voix et les intérêts de la très grande majorité de la population contre les excès d'une minuscule élite, ce slogan pose la question de la légitimité des systèmes politique et économique dans lesquels nous vivons et lie étroitement la question de la démocratie à celle des inégalités sociales. Mais qu'en est-il vraiment ? Peut-on simplifier à ce point de telles questions sans caricaturer la réalité ? Et tout cela a-t-il un sens en-dehors du contexte américain, dans des pays où les

inégalités sociales ne sont pas aussi aiguës ? Comme on aime souvent le rappeler, pour éviter de trancher la question et de se positionner, la réalité est beaucoup plus complexe... Alors que gagne-t-on et que perd-on à déployer de tels stratagèmes rhétoriques ?

Pour aborder ces questions, nous voudrions d'abord présenter le slogan « Nous sommes les 99 % » en tant que stratégie de cadrage dans un contexte de mobilisations sociales, et évaluer brièvement l'impact médiatique qu'il a eu. Ensuite, nous le confronterons à la réalité des inégalités de revenus dans les pays développés, et tout particulièrement aux États-Unis et au Canada. Et enfin, nous nous pencherons sur le coût analytique et politique d'un tel slogan.

Mobiliser les 99 %

De nombreux commentateurs ont souligné la force du slogan « Nous sommes les 99 % ». Par exemple, le lauréat du Nobel d'économie, Paul Krugman, a salué dans sa chronique du *New York Times* la pertinence d'une telle représentation d'un des problèmes majeurs de la société étatsunienne tandis que le journal *Le Monde* n'a pas hésité à parler d'« idée de génie⁶ ».

Ce slogan a en effet le mérite d'être clair, concis, ample et mobilisateur. Dans la mesure où, par définition, presque tout le monde fait partie des 99 % les moins riches de la population, le slogan jouit d'un grand potentiel rassembleur tandis que les possibilités d'alliances sont immenses

6. Voir Paul Krugman, « We Are the 99.9 % », *The New York Times*, 24 novembre 2011 ; et Sylvain Cypel, « 99 % contre 1 %, idée de génie », *Le Monde*, 6 décembre 2011.

et variées. De même, identifier comme ennemi principal le 1 % le plus riche et l'associer, par l'entremise de l'occupation de Wall Street, à l'élite du système bancaire américain, qui a été sauvée du naufrage grâce aux fonds publics, permet de canaliser les souffrances, les frustrations et la colère produites par la crise financière mondiale. À cet égard, en brossant un portrait manichéen opposant les 99 % au 1 %, le slogan « Nous sommes les 99 % » a tous les attributs d'un cadre d'action collective facilitant la mobilisation.

Comme l'ont montré les recherches sur les mouvements sociaux, les tensions structurelles et le mécontentement n'engendrent pas automatiquement une vague de mobilisation. Encore faut-il que le public définisse la situation d'une façon qui conduise à l'action collective et qu'il réussisse à relier entre eux des enjeux, des problèmes et des expériences qui peuvent *a priori* avoir l'air individuels⁷. C'est là le rôle des cadres d'action collective. Inspirée de la sociologie interactionniste d'Erving Goffman et développée par David Snow et ses collègues au milieu des années 1980, la notion de cadre d'action collective renvoie au travail

7. Voir, entre autres, les travaux de Donatella Della Porta et Mario Diani, *Social Movements: An Introduction*, Malden, Blackwell, 2006; Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012; Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, New York, Cambridge University Press, 2001; Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, New York, Cambridge University Press, 1998. L'interprétation des acteurs n'est évidemment pas le seul facteur à prendre en compte pour expliquer l'émergence des mobilisations. Il faut aussi considérer les réseaux sociaux, les ressources, les organisations, la structure des opportunités politiques, etc. Cependant, l'objet de ce chapitre n'est pas d'expliquer l'émergence de Occupy Wall Street, mais d'analyser le sens et les implications de son principal slogan.

cognitif et discursif des militants lorsqu'ils essaient de persuader une population cible d'appuyer une cause et de s'engager dans une mobilisation⁸. Le travail de cadrage doit définir le problème principal, identifier les causes ou les personnes qui en sont à l'origine et proposer une solution ou, à tout le moins, une orientation pour l'affronter afin de motiver les sympathisants à participer à la mobilisation et le public à l'appuyer. Dans la mesure où il prétend être porté par la grande majorité de la population (les 99 %), définit le problème comme l'accapement des ressources et du pouvoir par une toute petite minorité non imputable (le 1 %) et est associé à l'occupation des places publiques comme moyen privilégié pour corriger cet état de fait, le slogan « Nous sommes les 99 % » joue parfaitement ce rôle mobilisateur. Sa dimension performative produit le corps social qu'il prétend représenter tandis que sa diffusion, au fur et à mesure de la mobilisation, augmente sa crédibilité et sa légitimité et, ainsi, ses effets mobilisateurs.

L'écho ou la résonance que rencontre ce slogan est manifeste dans la multiplication de témoignages de gens qui disent incarner, par leur situation et leurs problèmes, les 99 %. Ainsi, depuis le 9 septembre 2011, soit neuf jours avant le début de l'occupation du parc Zuccotti à Manhattan, le site wearethethe99percent.tumblr.com, affilié à Occupy Wall Street, affiche des photo-témoignages de sympathisants

8. Voir l'article classique de Snow *et al.* ainsi que l'évaluation des progrès accomplis depuis : David A. Snow, E. Burke Rochford Jr., Steven K. Worden et Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, 1986, p. 464-481 ; Robert D. Benford et David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p. 611-639.



LES ÉDITIONS
écosociété
M O N T R É A L

Faites circuler nos livres.

Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir; il nous fera plaisir de les communiquer aux auteurEs et à notre comité éditorial.

Les Éditions Écosociété

C.P. 32052, comptoir Saint-André

Montréal (Québec) H2L 4Y5

Courriel: info@ecosociete.org

Toile: www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

EN AMÉRIQUE

Diffusion Dimédia inc.

539, boulevard Lebeau
Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2
Téléphone: (514) 336-3941
Télécopieur: (514) 331-3916
Courriel: general@dimedia.qc.ca

EN FRANCE et EN BELGIQUE

DG Diffusion

ZI de Bogues
31750 Escalquens
Téléphone: 05 61 00 09 99
Télécopieur: 05 61 00 23 12
Courriel: dg@dgdifffusion.com

EN SUISSE

Servidis S.A

Chemin des Chalets
1279 Chavannes-de-Bogis
Téléphone et télécopieur: 022 960 95 25
Courriel: commandes@servidis.ch

PAR-DESSUS LE MARCHÉ!
FRANCIS DUPUIS-DÉRI

La récente crise financière mondiale a ranimé un ensemble de débats sur le capitalisme et ses ravages. Depuis le sauvetage éhonté des institutions bancaires par les pouvoirs publics, de nombreux citoyens se demandent quelles sont les véritables finalités de ce modèle économique. Continuer à enrichir les plus riches et laisser les inégalités sociales se creuser davantage? Un peu partout en Occident, des foules en colère ont plutôt opté pour l'indignation.

Par-dessus le marché! s'inscrit dans ce mouvement collectif de réflexion critique. Issus en partie des mobilisations ayant précédé le sommet du G20 à Toronto, en 2010, les textes de ce recueil décryptent les multiples facettes des rapports socio-économiques de domination et d'exploitation. Ils traitent de sujets aussi variés que le mouvement *Occupy* et la question des classes sociales, le rôle économique de l'État d'un point de vue anarchiste ou la logique capitaliste voilée de la poésie slam.

Des questions d'hier et d'aujourd'hui pour mieux cerner la réalité sociale et, ultimement, la transformer. Comme l'écrit Francis Dupuis-Déri, « les systèmes de domination actuels ne peuvent pas être éternels ».

Avec la participation de M. Ancelovici,
A. Bélanger, M. Blais et I. Courcy,
L. Bonenfant, F. Dupuis-Déri, D. Mandel,
M. Petitclerc et É. Pineault.

COLLECTION ACTUELS



Extrait de la publication